

## Lettre de René Massigli à Georges Bidault (Londres, 17 février 1947)

**Légende:** Le 17 février 1947, René Massigli, ambassadeur de France à Londres, informe Georges Bidault, ministre français des Affaires étrangères, de la teneur de son dernier entretien avec l'ancien Premier ministre britannique Winston Churchill au sujet de l'United Europe Movement qu'il vient de créer et de ses conceptions personnelles sur l'unité européenne.

**Source:** Ministère des Affaires étrangères; Commission de publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume I: 1947, 1er janvier-30 juin. Bruxelles: PIE-Peter Lang, 2007. 346-347 p.

**Copyright:** (c) Archives du ministère des Affaires étrangères et européennes de la République Française Avec l'autorisation du Ministère des Affaires Etrangères

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/lettre\\_de\\_rene\\_massigli\\_a\\_georges\\_bidault\\_londres\\_17\\_fevrier\\_1947-fr-29eabbee-da45-4d65-966b-3ae5665efc95.html](http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_rene_massigli_a_georges_bidault_londres_17_fevrier_1947-fr-29eabbee-da45-4d65-966b-3ae5665efc95.html)



**Date de dernière mise à jour:** 19/10/2023

## Lettre de René Massigli à Georges Bidault

D. n° 449

Londres, 17 février 1947

a.s. M. Churchill et les États-Unis d'Europe

La dépêche n° 205 EU de cette ambassade en date du 23 janvier a attiré votre attention sur l'initiative prise par M. Churchill en organisant un comité pour les États-Unis d'Europe, comité très largement recruté puisqu'il groupe avec des représentants des différents partis politiques, des personnalités de toutes sortes, des secrétaires de syndicats aussi bien que des ecclésiastiques. Cela n'a pas été sans provoquer quelques remous, étant donné les circonstances actuelles, et le Labour Party, en raison de la position anti-soviétique adoptée par l'ancien Premier ministre, a cru devoir déconseiller officiellement à ses membres d'entrer ou de demeurer dans le comité.

Il est trop tôt pour savoir si ce conseil sera suivi, il est trop tôt aussi pour mesurer le succès qu'aura l'appel de Winston Churchill : la campagne de propagande qu'il prépare ne sera pas déclenchée avant plusieurs semaines.

Quoi qu'il en soit, au cours d'une longue conversation, M. Churchill m'a fourni l'occasion de voir un peu plus clair dans son programme.

J'avais tenu à lui exprimer les inquiétudes que m'inspirait une initiative à tout le moins prématurée. Je lui avais dit, en particulier, que dans les circonstances actuelles, les sentiments anti-soviétiques qu'on lui prêtait risquaient de compromettre dans les pays d'Europe libérée le succès d'une entreprise qui, temps et prudence aidant, mériterait un meilleur sort ; j'avais tenu à lui faire apparaître que les deuils de la guerre sont trop récents, le ressentiment qu'a provoqué l'Occupation trop vif, les inquiétudes sur l'orientation que prend l'Allemagne trop justifiées pour que l'on puisse utilement envisager à l'heure actuelle une collaboration de quelque étendue entre les Allemands et leurs anciens ennemis. Si quelque forme de coopération entre l'Allemagne et ses anciennes victimes devient à la longue nécessaire, encore faut-il ne pas accumuler les obstacles propres à la rendre particulièrement difficile.

M. Churchill a accepté de bonne grâce ces critiques ; mais il a tenu à remettre au point ce qu'il a appelé les « malentendus » qui se sont créés autour de son projet.

Tout d'abord, il doit être bien clair, m'a-t-il déclaré, que c'est à la France que doit revenir la direction du mouvement de rapprochement entre les pays européens, à la France et à la France seule. La Grande-Bretagne a un rôle à jouer et doit le jouer avec elle, mais la Grande-Bretagne n'est que partiellement européenne, de même que la Russie, elle doit donc rester de quelque manière en marge de la future organisation que la France seule peut diriger. M. Churchill a insisté d'autre part sur deux conditions indispensables à ses yeux dans l'action qu'il préconise : le maintien d'un désarmement total de l'Allemagne, et l'établissement des États allemands ; ce n'est pas le Reich qui doit entrer dans l'organisation européenne, ce sont les États allemands à titre individuel. Enfin, l'union ne devrait, à l'heure actuelle en tout cas, s'assigner aucun but politique : c'est seulement sur le plan culturel et sur le plan économique que, pour le moment, une action est possible.

Il n'est pas étonnant que, dans cet état d'esprit, une des principales préoccupations soit celle de la constitution du Comité français. Je n'ai pas eu l'impression qu'à l'heure actuelle les choses fussent très avancées ; les noms que M. Churchill m'a cités prouvent en tout cas que les promoteurs du mouvement en France reconnaissent qu'il ne devrait pas donner prise au moindre soupçon d'anti-soviétisme systématique.

(Direction d'Europe)